L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

SURFACE, No 73, RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 18 AOUT.

Les candidatures nationales.

LETTRE D'ACCEPTATION

de

HORATIO SEYMOUR.

Au général G. W. Morgan et autres, Membres du comité, &c.

Utica, 5 août 1868.

MESSIEURS: Lorsque à New York, le 11 juillet, une nombreuse et vaste assemblée, venue de tous les points de la Convention nationale démocratique, la nomination faite à l'unanimité de ma personne comme candidat de cette Convention pour les fonctions de Président des Etats Unis, le général qui m'a trouvait pas de termes convenables pour exprimer ma reconnaissance de son vouloir et de la bienveillance que cette assemblée venait de me témoigner. Je n'avais ni recherché ni espéré cette nomination. Mon ambition était—ce que je ne puis faire maintenant—de prendre une part active à la grande lutte engagée pour la restauration d'un bon gouvernement, et pour le rétablissement de la paix et de la prospérité dans le pays. Mais j'ai été accablé par le surcroît prédestiné qui nous emporte vers un grand changement politique et je me trouve libre d'agir et j'réfléchir.

Vous m'avez aussi remis une copie des résolutions exprimées par la Convention et qui indiquent la position qu'elle a prise sur les grandes questions qui s'imposent aujourd'hui à notre attention. Comme président de cette Convention, l'auteur et la portée de ces résolutions me sont familières ; comme l'un des membres de la Convention, je suis un de ceux qu'elle lient. Elles sont conformes à ma manière de voir, je les accepte donc sans réserve, et, dans le cas où nous serions, et je m'efforcerai, à l'avenir, de les mettre en pratique, partout où je me trouverai placé, dans ma carrière politique et dans ma vie privée.

Je déclare alors que je vous adresserai mon acceptation par une lettre, suivant l'usage accoutumé, d'ici à vos, après réflexion, aurons pour changer ou apporter les termes de l'approbation que j'ai donnée aux résolutions de la Convention. Si je n'ai pas plus tôt rempli la formalité de vous communiquer par écrit ce que j'avais exprimé publiquement, c'est que je voulais voir quelle lumière les débats du Congrès pourraient jeter sur les intérêts du pays.

Les actes de cette assemblée, depuis l'ajournement de la Convention, indiquent qu'elle reconnaît que, par un changement de pouvoir politique, le peuple n'obtiendra ce qu'il a droit d'avoir, et ce qu'il doit clair et précis de ce qui a été fait de l'argent de la dette et du taux de l'intérêt. Les hommes réfléchis sentent qu'il y a ou, dans l'administration des finances, des fautes qu'on n'a pas laissé parvenir à la connaissance du public.

Le parti progressiste non seulement s'est allié avec le pouvoir militaire, qui va être employé pour pour diriger et maintenir les élections dans beaucoup d'Etats, mais encore il perpétue en somme dans le but avoué de faire les lois qu'il jugera utiles à son parti. Quand on aura admis, de cette manière, des sénateurs des autres Etats du Sud, bien qu'en réalité ils n'aient pas de constituants, le sénat n'est plus du pouvoir au Sénat qu'une majorité du peuple des cette Union. Vivant dans nous des grands Etats. C'est en vain que des chefs du parti républicain ont protesté contre la politique que le conduit à ce résultat.

Tandisque les chefs de la récente rébellion se sont soumis aux résultats de la guerre, et sont maintenant tranquillement engagés dans des entreprises utiles pour leur fortune et celui de leur familles, et tandis qu'ils cessent par la force de leur exemple, de ramener le peuple du Sud à l'ordre et à l'industrie qui sont essentiels non seulement à son bien être mais encore à la grandeur et à la prospérité de notre patrie, tous ceux qui, sans exception aucune, ont été jetés par les agitations des convulsions civiles, dans des positions honorifiques et lucratives, s'efforcent d'attiser les passions auxquelles ils doivent leur élévation, et ils poursuivent des clameurs pour affirmer qu'ils sont les seuls amis de l'Union. La preuve de cet amour pour l'Union ne saurait avoir de fondement certain que dans une entière fraternité et dans un désir commun de contribuer au maintien de la paix et de l'ordre et à la félicité de toutes les parties du pays.

Les événements qui se sont accomplis au Congrès depuis l'ajournement de la Convention ont considérablement augmenté l'importance de la victoire politique que nous remportons ceux qui cherchent à ramener l'économie, la simplicité et la justice dans l'administration des affaires nationales. Il y a beaucoup de républicains, parmi ceux qui sont restés attachés à leur parti, qui ont regret des mesures extrêmes et violentes auxquelles il s'est laissé emporter. Ils ont persisté à croire que, bien que la conduite de leurs amis politiques fût mauvaise, leur intention était cependant bonne. Mais, aujourd'hui, ils doivent s'apercevoir que le parti républicain est dans une condition telle qu'il ne peut appliquer une politique de paix, quelles que soient ses intentions. C'est un malheur non seulement pour un pays, mais encore pour le parti qui gouverne, quand l'action de celui-ci n'est arrêtée par aucune forme d'opposition. C'a été le malheur du parti républicain que les événements des dernières années lui ont donné un tel pouvoir qu'il a pu enchaîner l'Exécutif, entraver la législature, et mettre en vigueur les vues des plus impitoyables et des plus violents de entre ses membres. Quand un pareil état de chose existe dans un pays, il arrive toujours que ce parti n'est pas contrôlé par le jugement des plus habiles chefs. Il n'y a peut être pas un des hommes capables qui ont aidé à former l'organisation républicaine, et qui ne l'aient, depuis tous ans, mis en garde contre ses excès, qui n'ait été renversé ou forcé d'abandonner ses convictions relativement à ce que demandaient les intérêts du pays, ou s'il était trop patriote pour le faire, qui n'ait été repoussé des rangs du parti.

S'il en a été ainsi précédemment, que fera le parti actuel, dans l'état d'infâme où il tombera qui, sans le moindre respect pour les vues de ceux qui viennent de leur donner leurs positions, commencent leur carrière législative en demandant des armes, en prétendant que leurs Etats soient considérés comme en guerre civile, en déclarant qu'ils sont animés de dégrader le Président des Etats Unis, de qu'ils pourront persuader ou forcer le Congrès à produire de nouveaux chefs d'accusation.

Le parti républicain ne saurait bien que nous intéressé à mettre un terme à cette violence. Il doit être clair pour tout homme qui pense qu'une nouvelle agitation politique